



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Gestion des assemblées

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	76

Objet de la
délibération:

**Le Muy -
Réhabilitation du
Moulin de la Tour -
Attribution d'un
fonds de concours**

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1^{ER} Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Géraud, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine

REPRESENTES

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelynne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

ABSENTS :

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice, HERMET Daniel

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 14/3/14

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 18 Mars 2014

La commune du Muy a pour projet de procéder à la réhabilitation du Moulin de la Tour, propriété communale, pour réaliser une maison de services, dans une perspective de mutualisation d'un certain nombre de fonctionnalités de service public, répondant aux besoins du territoire.

Ce projet de réhabilitation aura des répercussions plus larges, considérant que le Moulin de la Tour revêt un intérêt patrimonial particulier pour la Ville et pour la CAD puisque la roue à aube sera conservée ainsi que plusieurs caractéristiques architecturales (modénatures et pilastres en façade nord, consoles et grand débord de toiture en façade nord, modénature et ouvertures en œil de bœuf sur l'avancée en façade sud).

Sa réhabilitation permettra alors de mettre en valeur ce patrimoine attenant par ailleurs, à la Tour Charles Quint, participant pleinement à la politique de développement touristique, culturelle et de sauvegarde du patrimoine de la Dracénie.

C'est dans ce cadre, que la CAD souhaite participer à cette opération en attribuant à la commune du Muy un fonds de concours, conformément à l'article L5216-5 VI du CGCT.

Afin de pouvoir verser un fonds de concours trois conditions cumulatives doivent être réunies :

- le fonds de concours doit, nécessairement, avoir pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement ;
- le montant total du fonds de concours ne peut excéder la part du financement assuré, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds ;
- le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes adoptées à la majorité simple du Conseil communautaire et du Conseil municipal concerné.

Par ailleurs, le financement par l'octroi d'un fonds de concours ne peut bénéficier qu'à une commune membre de l'EPCI.

Ainsi et sachant que le montant total des travaux de réhabilitation et de maîtrise d'oeuvre est évalué à la somme de 1 832 629 € HT et que la commune du Muy indique que, pour cette opération, elle ne percevra aucune subvention, le montant pris en compte pour la détermination du fonds de concours est donc égal à 1 832 629 € HT.

Sur cette base, le montant prévisionnel à verser par la CAD est donc de 916 314,50 €, soit 50% du montant total hors taxe et hors subvention.

Il est à noter, qu'en cas d'obtention de subventions par la commune, celles-ci seront déduites du fonds de concours.

Les modalités de versement du fonds de concours sont prévues dans une convention entre la CAD et la commune annexée à la présente délibération. Après accord à la majorité simple du Conseil communautaire et Conseil municipal de la commune du Muy, sur l'octroi du fonds de concours, la convention sera signée par les parties.

En conséquence, et au vu des avis favorables de la commission des Affaires culturelles et de la commission des Finances, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver le versement au profit de la commune du Muy d'un fonds de concours pour permettre la réalisation de l'opération « réhabilitation du Moulin de la Tour » propriété de la commune du Muy ;
- approuver les termes de la convention entre la CAD et la commune du Muy permettant de prévoir les modalités d'octroi du fonds de concours ;
- dire que le montant maximum du fonds de concours ne pourra excéder 1M€ ;
- dire que cette somme sera inscrite au budget 2014 et suivants, conformément au calendrier de réalisation des travaux ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 75 voix pour et une voix contre (Monsieur Hubert ROSSIGNOL), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester cette-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.



Trouvant le : 13/12/14
au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 Mars 1982.



CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS

(Article L. 5216-5 VI du CGCT)

Entre :

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, dont le siège social est à
Draguignan (Var) - Square Mozart CS 90129,

Enregistré sous le code SIRET numéro 248 300 493 001 24

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN,
Député du Var, dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°
_____ en date du _____ ci-après désigné par « la CAD » ;

D'une part

Et

La Ville du Muy, dont le siège social est à le Muy (Var) – 1 rue de l'Hôtel de Ville,

Enregistré sous le code SIRET numéro _21830086100018_____

Représenté par son Maire en exercice, Madame Liliane BOYER, dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° _____ en date du _____, ci-après dénommé « la Ville » ;

D'autre part

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Préambule.

En vertu du principe de spécialité, la CAD ne peut intervenir que dans le cadre de son champ de spécialité à savoir, la spécialité territoriale et la spécialité fonctionnelle. De plus, en vertu du principe d'exclusivité, une compétence ne peut être détenue que par une seule personne publique.

La pratique du fonds de concours prévue à l'article L5216-5 VI du CGCT constitue une dérogation à ces deux principes, en autorisant le versement, entre la CAD et les communes membres, de fonds de concours pour une opération sans lien avec une compétence exercée par la CAD.

La commune du Muy a pour projet de procéder à la réhabilitation du Moulin de la Tour, propriété communale, pour y réaliser un ensemble multifonctionnel.

Cette réhabilitation, même si elle menée à l'échelon communal, aura des répercussions de plus grande ampleur puisque le Moulin de la Tour est un bâtiment emblématique de la ville.

Sa réhabilitation permettra alors de mettre en valeur le patrimoine historique de la Dracénie.

C'est dans ce cadre, que la CAD souhaite participer à cette opération en attribuant à la commune du Muy un fonds de concours conformément à l'article L5216-5 VI du CGCT.

Le principe de l'octroi du fonds de concours pour l'opération de réhabilitation par la commune du Muy du Moulin de la Tour au Muy, a été dûment approuvé par délibérations concordantes, adoptées au moins à la majorité simple, du conseil communautaire en date du ____ 2013 n°2013-____ et du conseil municipal en date du ____ 2013 n°2013-____.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	5
ARTICLE 2 – DESTINATION DU FONDS DE CONCOURS.	5
ARTICLE 3 – MONTANT DU FONDS DE CONCOURS.....	5
Article 4 – MODalité de versement.....	6
ARTICLE 5 – IMPUTATION BUDGETAIRE.....	6
ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION.	6
ARTICLE 7 – ABANDON OU MODIFICATION DU PROJET.....	6
ARTICLE 8 – REAJUSTEMENT DU FONDS DE CONCOURS.....	7
ARTICLE 9 – RESTITUTION EVENTUELLE DU FONDS DE CONCOURS	7
ARTICLE 10 – MONTAGE JURIDIQUE	8
ARTICLE 11 – COMMUNICATION	8
ARTICLE 12 – RESILIATION ET/OU LITIGE :.....	8
Article 13 – ANNEXE.	9

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet, en application de l'article L5216-5 VI du CGCT le versement d'un fonds de concours par la CAD en faveur de la Ville pour la réhabilitation du « Moulin de la Tour ».

ARTICLE 2 – DESTINATION DU FONDS DE CONCOURS.

L'objet du fonds de concours visé par la présente convention est de contribuer aux dépenses d'investissements, réalisées par la ville dans le cadre des travaux de réhabilitation du Moulin de la Tour.

Les travaux, objet du fonds de concours, ainsi que les dépenses d'investissement concernées et leur montant, sont précisés dans un tableau annexé à la présente convention.

ARTICLE 3 – MONTANT DU FONDS DE CONCOURS

En vertu de l'article L5216-5 VI du CGCT, le montant du fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subvention, par la Ville.

Ainsi et sachant que :

- ❖ Le montant prévisionnel total des travaux de réhabilitation et de maîtrise d'œuvre est évalué à la somme de 1 832 629 € HT
- ❖ Ce montant pourra faire l'objet d'actualisations lors de l'APD (avant-projet définitif) après l'attribution des marchés de travaux.
- ❖ L'avenant de forfaitisation du maître d'œuvre sera transmis à la CAD. Ce montant pourra être réactualisé le cas échéant en cas d'avenant au marché de travaux.
- ❖ Le montant des subventions obtenu ou demandé par la Ville du Muy pour cette opération est arrêté à la somme de zéro €.

Le montant pris en compte pour la détermination du fonds de concours est donc égal à ;

$$1\,832\,629 - 0 = 1\,832\,629 \text{ € HT}$$

Le montant du fonds de concours visé par la présente convention et versé par la CAD est donc fixé à 916 314,50€ (Neuf cent seize mille trois cent quatorze Euros et cinquante centimes), soit 50 % du montant total hors taxe et hors subvention.

Par ailleurs, il est rappelé les dispositions de l'article L1111-10 III qui imposent une participation minimale du maître d'ouvrage d'une opération d'investissement de 20% du montant total des financements apportés par des personnes publiques à ce projet.

ARTICLE 4 – MODALITÉ DE VERSEMENT.

Le paiement du fonds de concours de la CAD interviendra au prorata de l'avancement du projet et reste conditionné à la signature de la convention liant la Ville et la CAD.

Le premier versement sera effectué à la réception par la CAD de l'OS de commencement des travaux. Ce premier acompte sera égal à 30 % du fonds de concours accordé soit 274 900 €.

Les versements suivants seront effectués dès réception des certificats de paiement attestant du paiement des situations mensuelles.

Le solde sera versé sur présentation du certificat d'achèvement des travaux et du bilan financier précisant les dépenses (en distinguant et en signalant clairement les dépenses éligibles) et les recettes réellement encaissées par la Ville sur l'opération financée. Ce bilan financier sera attesté par Madame le Maire et le comptable public.

La Ville s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action notamment au regard des critères développement durable, dans le cadre de l'application du pacte TPE/PME.

ARTICLE 5 – IMPUTATION BUDGETAIRE.

Conformément au planning de réalisation des travaux, le fonds de concours sera imputé sur les crédits au chapitre 204, Exercices 2014 et 2015 de la CAD.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION.

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les parties et prendra fin dès le paiement du solde du fonds de concours.

ARTICLE 7 – ABANDON OU MODIFICATION DU PROJET.

En cas de modification ou d'abandon du projet, le bénéficiaire du fonds de concours devra en informer la CAD sans délai par écrit.

Dans le cas de l'abandon du projet avant tout commencement, la présente convention sera caduque, et aucun fonds de concours ne sera versé.

En cas d'abandon du projet après démarrage des travaux, la Ville s'engage à rembourser à la CAD l'ensemble des sommes qui auraient été versées par la CAD au titre du fonds de concours et ce sans délai.

En cas de modification substantielle du projet, seul le conseil communautaire pourra statuer sur le maintien ou l'abandon du fonds de concours.

ARTICLE 8 – REAJUSTEMENT DU FONDS DE CONCOURS

En fin d'opération, la commune s'engage à remettre un bilan financier de l'opération ainsi que les justificatifs et factures attestant les dépenses HT retenues comme éligibles.

L'engagement de la CAD ne pourra jamais dépasser le plafond prévisionnel de 1 000 000€ (Un million d'euros).

Dans l'hypothèse où le coût final est inférieur au coût estimé :

Le versement du fonds de concours correspondra au taux déterminé à l'article 3, appliqués sur la part éligible réelle HT, sans pouvoir excéder 1 000 000€.

Conformément à l'article 3, en cas d'obtention de subventions, la somme de celles-ci sera prise en compte dans le calcul du montant total du fonds de concours.

En cas cession du bien, objet du fonds de concours, la CAD sera avertie de ladite cession et de son prix. En effet, cela lui permettra de pouvoir demander éventuellement le remboursement de tout ou partie du fonds versé.

A défaut de signalement de la mutation, la CAD pourra exiger le remboursement intégral du fonds versé.

Les effets de la présente clause sont limités à la durée de 10 ans après signature de la présente convention.

ARTICLE 9 – RESTITUTION EVENTUELLE DU FONDS DE CONCOURS

La CAD vérifiera l'emploi conforme du fonds de concours attribué et exigera son remboursement total ou partiel si son utilisation se révèle différente de celle mentionnée à l'article 1 de la présente convention. Les effets de la présente clause sont limités à la durée de la convention.

ARTICLE 10 – MONTAGE JURIDIQUE

La Ville devra démontrer qu'elle est propriétaire du foncier ou qu'elle est autorisée à intervenir sur le foncier, par tout moyen juridique approprié, pour pouvoir bénéficier du fonds de concours.

Le bénéficiaire prendra toute mesure pour que la responsabilité de la CAD ne puisse être recherchée pour quelque cause que ce soit et souscrira toute police d'assurance qu'il jugera nécessaire à la réalisation de son projet.

ARTICLE 11 – COMMUNICATION

Afin d'informer la population des missions de la CAD et dans un souci de transparence, la Ville s'engage à faire apparaître sur un panneau la participation de la CAD, et ce dès notification de l'attribution du fonds de concours par la CAD et dès le début des travaux.

Sur ce panneau, devront figurer la mention « projet cofinancé par la CAD » et le logo de la CAD. Ce panneau d'affichage devra être enlevé au plus tard 6 mois après la fin des travaux. La CAD devra être associée à toute manifestation concernant l'opération.

Cette mention et/ou ce logo devront également être repris au sein de tout support de communication se rapportant au projet financé (brochure, dépliant, lettre d'information, communiqué de presse...).

Pour la bonne réalisation de cette clause, la ville se rapprochera de la Direction de la Communication de la CAD qui lui transmettra le logo et la charte graphique de la CAD.

Tout support de communication intégrant le logo et/ou la contribution de la CAD devra être validé par la Direction de la Communication de la CAD.

ARTICLE 12 – RESILIATION ET/OU LITIGE :

En cas de non respect par l'une des parties de ses obligations, l'autre partie pourra prononcer la résiliation des présentes. Les sommes éventuellement versées feront l'objet d'un remboursement.

En cas de différends, les parties s'obligent à épuiser les voies permettant un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Toulon est seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 13 – ANNEXE.

Il est joint à la présente convention une annexe technique et financière. (APD)

Fait en deux exemplaires originaux à Draguignan le

La Ville

La CAD